



Déclaration préalable - CHSCTA du 21 octobre 2021

M. le Recteur d'Académie,

Mesdames et messieurs les membres du CHSCT Académique,

Dans un premier temps, notre déclaration va redire localement ce que l'UNSA Éducation a porté nationalement en CHSCTM. Malgré tout le temps voué à la gestion de crise, il manque toujours cruellement celui dédié à l'étude d'impact sur les personnels. Suite à la demande de l'UNSA Éducation en novembre 2020, nous attendons toujours cette étude alors même que nous mesurons dommageablement, chaque jour, les conséquences sur le moral, le physique et la confiance de la profession et que nous méconnaissions celles à venir.

A ce propos, et c'est l'instance idoine, l'UNSA Éducation vous alerte solennellement sur l'état de santé et fatigue des personnels de l'Éducation. Ceux-ci n'en peuvent plus et il est temps que notre ministre et ses représentants locaux cessent de faire comme si tout allait bien et se rendent compte de la réalité du quotidien de ses personnels.

Toutes les remontées que nous avons montrent un mal être inquiétant des personnels, nous tenons à vous en faire part de manière officielle aujourd'hui. Un nombre de plus en plus important de personnels en classe subit des violences d'élèves, il suffit de consulter le registre des fiches SST. Tout ceci dans un contexte de crise sanitaire qui rend plus difficiles les conditions de travail, sans oublier la pression des directives et enquêtes en tout genre qui continuent à arriver inlassablement. Et cerise sur le gâteau indigeste, la fin des CAP qui a considérablement modifié les données pour les personnels, a fortiori ceux des administrations.

Alors oui L'UNSA Éducation tire la sonnette d'alarme car les personnels sont à bout. Cela se traduit par des personnels épuisés, des arrêts de travail conséquents depuis cette rentrée, des velléités de reconversion, de démission, de mise en disponibilité, dans des proportions inquiétantes, et ce n'est que le début...

A part financier, quel est l'intérêt de laisser démissionner des personnels qui ont été formés pour les remplacer par des contractuels ? Ce principe cher à la loi de transformation de la Fonction publique va vite atteindre ses limites...

Encore faut-il les remplacer ou pourvoir les postes libres !

Nous avons écrit la semaine dernière au ministre pour comprendre les carences en personnels constatées à cette rentrée. Et ici nous vous avons également écrit pour vous demander de réouvrir la liste complémentaire PE. Même si le manque de personnels a déjà existé par le passé, la situation en cette rentrée scolaire, dans les écoles, les collèges, les lycées et même les services, est particulièrement grave.

Dans un contexte où nous avons pu déjà largement dénoncer le manque de postes, cette année scolaire présente la particularité du nombre important d'agents qui manquent pour occuper ces postes.

Le recrutement sur les listes complémentaires semble se faire a minima et les recrutements des contractuels sont différés. S'agit-il d'une stratégie d'économies au-delà de la Loi de finance 2021 ?

Entre le constat de l'actuel et les perspectives pour l'avenir, l'UNSA Éducation exprime son inquiétude pour notre École publique et ses personnels. Les orientations arrêtées par le ministère, en particulier le profilage des postes, indiquent une volonté idéologique de donner des allures d'entreprise à notre système, davantage que le souci d'améliorer son fonctionnement.

Sauf que, détail qui a son importance pour nous représentants du personnel de l'UNSA Éducation, nous travaillons auprès d'enfants, précision et rappel important s'il en est...

L'UNSA Éducation regrette que, malgré la crise épidémique, le regard de l'Exécutif sur le service public n'ait visiblement pas évolué. Les agents publics ont pourtant largement démontré le sens profond qu'ils donnent à leurs missions. Le découpage du service public en une multiplication de postes à profil, pour lesquels il faudrait démontrer à nouveau un engagement particulier, affaiblit le sens porté à notre

mission globale et collective.

Nos métiers souffrent d'un manque d'attractivité qui s'aggrave. Une part réside dans les rémunérations trop faibles et l'absence de loi de programmation empêche d'y répondre en profondeur. Une autre part réside dans le management du ministère qui nie la professionnalité et les difficultés aiguës des personnels.

Mais le ministère n'est pas seul responsable. Le rôle des Rectorats est aussi important.

L'exemple des médecins est ici significatif d'une gestion calamiteuse.

Durant cette rentrée scolaire le constat est fait que le corps des médecins de l'Éducation nationale se retrouve une fois de plus en grande difficulté !

De nombreux postes restent vacants, 450 au dernier mouvement ne sont pas pourvus, sans compter les départs en retraite. Et seulement 25 médecins sont actuellement en formation à l'EHESP de Rennes pour des effectifs estimés à 700 ETP sur l'ensemble du territoire de la République !

En Ille et Vilaine, sur une dotation de 25 ETP sur le terrain, la médecine scolaire fonctionne à 13 ETP et le poste de médecin de prévention reste vacant depuis 3 ans ! Une revalorisation de l'IFSE est annoncée. Le GT qui a eu lieu mardi dernier laisse entendre que le Rectorat ne suivra pas les consignes nationales et ne revalorisera pas les personnels dont la rémunération est inférieure aux cibles nationales pourtant fixées par le Ministère dans la note technique du 27 juillet 2021.

Pour l'UNSA Éducation, c'est inadmissible et nous le dénonçons.

Nous vous remercions de votre attention.